

Article paru le 3 novembre sur le site “La Relève et la Peste”

Pays basque : des citoyens empêchent pour la seconde fois la construction d’une antenne 5G

Pour le collectif Arberua Bizirik et ses soutiens, un tel projet de société ne peut pas être imposé sans concertation de la population. Ils sont donc déterminés à tenir le siège le temps qu’il faudra pour décider démocratiquement de l’aménagement de leur territoire.

A Saint-Martin-D’Arberoue, au Pays basque, une cinquantaine de personnes ont décidé d’occuper une ancienne bergerie pour empêcher la construction d’une antenne 5G. Ce mardi, pour la deuxième fois suite à un premier coup d’éclat victorieux en mars, ils ont réussi à empêcher le lancement des travaux. Ils sont déterminés à tenir le siège jusqu’à nouvel ordre.

Une antenne 5G dissimulée

Depuis lundi matin, une cinquantaine de personnes se relaient nuit et jour pour occuper le terrain. Avec le collectif Arberua Bizirik, qui réunit des habitants des trois villages de la vallée (*Saint-Martin-d’Arberoue, Isturitz et Ayherre*), la bergerie a été transformée en salle de conférence ainsi qu’espace de restauration, et des banderoles ont été déployées avec un message clair : « 5G EZ », soit la « 5G, c’est non ! »

A l’origine de l’histoire, l’opérateur Free a loué aux parents de Florian Apessetche une zone de 80 mètres carrés au sommet de cette colline surplombant Saint-Martin-d’Arberoue. Le contrat de location, signé en 2017, s’étale sur 12 ans, à compter du début des travaux, et ne mentionnait nulle part la création d’une antenne 5G.

« Ils leur ont présenté une antenne 4G, ce qui ne posait pas de soucis à mes parents. Le seul terme un peu vague qui aurait dû provoquer nos doutes, c’était la mention indiquant l’objectif de « suivre la lancée technologique » de la société. » explique Florian pour La Relève et La Peste

En fin d’année 2020, stupeur des propriétaires : ils reçoivent une lettre de Free leur indiquant que le dossier avait été corrigé pour y apposer le terme 5G, dans le but de construire une antenne sur le site.

« Ils se sont sentis doublés. La 5G, c’est autre chose : et nous sommes contre tout ce que cela représente en termes d’impact sanitaire, environnemental et social avec le contrôle numérique de la population qui s’étend à tout le territoire. » détaille Florian pour La Relève et La Peste

Malgré leur opposition, la multinationale refuse la rétractation des propriétaires. Sollicitée par La Relève et La Peste, elle n’a pas répondu à nos demandes. De son côté, le Conseil départemental a assuré aux habitants inquiets qu’il ne s’agirait pas d’une antenne 5G à proprement parler mais d’une antenne 4G+. Ce système permet néanmoins aux smartphones 5G de fonctionner.

Pour les opposants, cette antenne est un cheval de Troie qui n’avoue pas son objectif final, car c’est bien *« le débit et la fréquence de l’antenne qui change », pas l’infrastructure.*

Un projet de société décrié

Dans la vallée, la famille de Florian n'est pas la seule à s'opposer à l'antenne. À Aheyrrre, un village voisin, une pétition a récolté plus de 200 signatures sur 1000 habitants pour s'opposer à la 5G. Et le 29 mars dernier, une première mobilisation de citoyens a réussi à empêcher le début des travaux à Saint-Martin-d'Arberoue.

Ce mardi en début d'après-midi, la victoire a de nouveau été obtenue par les citoyens vigilants. Un huissier, un représentant de l'opérateur Free et une dizaine de gendarmes sont venus constater que l'accès leur était impossible et ont pris quelques photos pour en attester. Ils sont repartis après une vingtaine de minutes.

« Avant la déclaration d'état d'urgence, les opérateurs étaient obligés d'informer les mairies des travaux de l'implantation d'antennes 5G. Ce n'est plus le cas. Heureusement l'opérateur reste tenu d'informer les propriétaires du terrain, mes parents, du planning des travaux. Ce blocage est le seul moyen de faire entendre nos voix. » précise Florian pour La Relève et La Peste

Le premier succès des opposants a même permis de mettre la municipalité de leur côté en adoptant un moratoire contre la 5G. Malheureusement, cette mesure est purement symbolique et n'a pas d'effet contraignant. Le weekend du 1^{er} novembre a donc été l'occasion d'organiser un événement de soutien avec plusieurs communes impliquées dans des combats similaires, comme celle de Massat en Ariège.

Matthieu Amiech, élu du Tarn et éditeur, invité à animer une conférence sur le site lundi, a rappelé [au micro de Francebleu](#) que :

« la société numérisée qui s'accélère depuis les confinements est tout sauf écologique puisqu'il faut aller extraire des matières premières à l'autre bout du monde et sa consommation d'énergie est promise à multiplier par quatre. Or, ni les élus, de grandes ou petites communes, n'ont les moyens juridiques ou réglementaires pour s'y opposer, pas même les propriétaires, dès lors une opposition matérielle est plus que nécessaire. »

Le blocage a suffi pour l'instant, et les résistants basques n'ont pas eu besoin de se battre. Ils craignaient de voir arriver une armada de gendarmes pour imposer le lancement des travaux, *« on était même prêts à s'accrocher au tractopelle si besoin »* précise Florian en souriant. Ils ont été laissés tranquilles pour cette fois.

Si le collectif peut compter sur un soutien important, il déplore que la majeure partie de la population reste passive face aux événements. *« Je crois qu'il y a une grande majorité de personnes qui attendent de voir ce qu'il se passe, et de s'en accommoder quelle que soit la finalité »* confie un citoyen.

Mais pour le collectif Arberua Bizirik et ses soutiens, un tel projet de société ne peut pas être imposé sans concertation de la population. Ils sont donc déterminés à tenir le siège le temps qu'il faudra pour décider démocratiquement de l'aménagement de leur territoire.

« Je pense qu'il est important de se battre sur certains thèmes, et la 5G en fait partie car elle symbolique des dérives de la société sur la numérisation, la marchandisation de nos vies personnelles et de contrôle social qui s'est d'autant plus étendu avec la pandémie. Je suis ici parce que je veux pouvoir décider de mon avenir et celui de mes enfants. » conclut Philippe pour La Relève et La Peste